



Participants

Conseil d'administration

Carlo Merla (CM) (président)
Alan Detheridge (AD) (trésorier)
Susan Hazledine (SH)
Julie McCarthy (JM)

Excusés

Ali Idrissa
Athayde Jose da Motta Filho

Secrétariat

Elisa Peter, directrice exécutive (EP)
Caroline Macleod, directrice des finances et des opérations (CJM)
Cathy Turner, directrice du plaidoyer et de l'apprentissage (CT)
Vanessa Martins, gestionnaire des finances (VM)

Invités

Gerald Bates, directeur, assurance donateur, BDO LLP (GB)
Coralie Mattelaer (CMR), Impact Lawyers, Bruxelles (à distance)
Philippa Forsyth (PF), directeur, The Leadership Team, consultant en RH (à distance)

ACTIONS

Action	Qui	Échéance
Signer le rapport annuel, les comptes vérifiés et la lettre de déclaration au nom du Conseil d'administration.	SH	9 août 2019
Fournir un résumé détaillé des coûts de l'Assemblée mondiale.	CJM	en décembre 2019
Distribuer la politique révisée sur la dénonciation à l'équipe du secrétariat de PCQVP.	CJM	31 août 2019
Établir le cadre de référence pour un fournisseur de cadre d'assurance et de diligence raisonnable.	CJM	15 septembre 2019
Enregistrer une association internationale sans but lucratif en Belgique.	CJM	en octobre 2019

DÉCISIONS

- La politique révisée sur la dénonciation a été approuvée.
- Le rapport annuel 2018 et les comptes statutaires ont été approuvés.
- Le Conseil d'administration a approuvé le contenu de la lettre de déclaration.
- Le Conseil d'administration a adopté une résolution selon laquelle l'ensemble de l'équipe de direction peut signer des accords de subvention.
- Le Conseil d'administration a décidé de poursuivre la création d'une association (internationale) sans but lucratif en Belgique.

Bienvenue et présentations

La réunion s'est ouverte à 15 h 00, heure de Londres. CM a souhaité la bienvenue aux participants à cette réunion. Il a été demandé aux administrateurs de déclarer tout intérêt à l'égard des points à l'ordre du jour : aucun intérêt n'a été déclaré. L'ordre du jour a été adopté.

Points d'action de la dernière réunion (mai 2019)

Le procès-verbal de la réunion précédente a été adopté. CJM a présenté le recueil complet du Conseil de PCQVP à ses membres. Il sera mis à jour de temps à autre, au besoin. CJM a accepté de fournir un résumé détaillé des coûts de l'Assemblée mondiale avant la fin de l'année. La procédure visant à intégrer un nouveau membre du Conseil n'a pas été complétée, bien qu'une description de travail ait été rédigée, elle sera communiquée aux administrateurs dans les semaines à venir.

Politique sur la dénonciation

Le Conseil d'administration a approuvé les révisions de la politique.

Point sur le financement

EP et CJM ont fait état des dernières demandes de financement et des décisions de financement. Le Conseil d'administration a félicité le secrétariat pour l'obtention de nouveaux financements bilatéraux. CJM note que le travail réalisé avec la consultante Anne Travers est toujours en cours, y compris la préparation d'une projection triennale des revenus et des dépenses et l'identification des besoins en capacité de collecte de fonds au secrétariat.

Registre des risques

Gerald Bates a présenté un cadre d'assurance et de diligence raisonnable dans le contexte de la sous-attribution de fonds, afin d'informer le secrétariat et la direction du Conseil d'administration de PCQVP des risques financiers, de réputation, de programme et de conformité associés à ce volet du travail de l'organisme de bienfaisance. BDO œuvre tout au long du cycle de vie du projet, depuis la diligence raisonnable, la validation des documents dans le pays et l'existence physique jusqu'aux travaux postérieurs à l'attribution (rapports financiers, etc.). Il a été noté que l'approche en matière de diligence raisonnable doit être proportionnelle au niveau de risques liés à une sous-subvention dans différents contextes et doit contribuer au renforcement des relations, de la capacité en gestion financière, de la confiance et de la gouvernance au sein de PCQVP. Il a été décidé qu'il s'agissait d'un domaine prioritaire

et qu'un cadre de référence sera élaboré pour un fournisseur d'assurance et de diligence raisonnable en vue d'appuyer le développement d'un système de gestion des sous-subsidations pour PCQVP. CJM a noté qu'aucun changement n'avait été proposé au registre des risques, cette déclaration a été corroborée par le Conseil d'administration.

Création d'une entité de l'UE

CJM a présenté Coralie Mattelaer, travaillant pour le cabinet d'avocats Impact Lawyers, dont le soutien a été approuvé par le Conseil d'administration en vue d'aider PCQVP à s'enregistrer en Belgique, une décision qui a été prise à l'occasion de la dernière réunion. CMR a présenté plusieurs formes juridiques possibles, y compris les associations sans but lucratif classiques ou internationales, dont les membres pourraient être les 10 membres du Conseil mondial de PCQVP. Il a été convenu qu'une association (internationale) sans but lucratif serait mieux adaptée aux besoins de PCQVP et que le secrétariat suivrait cette voie pour enregistrer PCQVP en Belgique.

Point sur le processus de sélection des membres du conseil d'administration de la société civile de l'ITIE

EP a présenté l'examen du processus qui a conduit à la sélection de 10 nouveaux membres du conseil d'administration de la société civile de l'ITIE en juin 2019. Bien qu'il y ait un certain nombre d'enseignements à tirer, le processus, dirigé par un Groupe consultatif de la société civile (GCSC) avec le soutien du Consensus Building Institute (CBI) a été largement reconnu comme étant transparent, solide et légitime aux yeux de la société civile et des autres parties prenantes.

Point MEL (suivi, évaluation, apprentissage)

EP a présenté une mise à jour portant sur le cadre MEL pour 2019 (résultats identiques, mais indicateurs de résultats et système de suivi différents). Elle a noté que le secrétariat sollicitera l'appui d'experts en matière de MEL pour élaborer un cadre en vue du plan opérationnel 2020-2023. Elle a également fait part de son enthousiasme au sujet du processus de consultation en cours avec les coalitions nationales afin d'identifier les principales priorités collectives et mondiales de plaidoyer pour les années à venir.

Rapport annuel 2018

CJM a présenté le rapport annuel et AD a présenté les comptes annuels vérifiés. EP, CJM et VM ne voient aucune raison justifiant l'absence de signature du rapport par les administrateurs. Les administrateurs ont approuvé le rapport et autorisé SH à signer au nom du Conseil d'administration.

Lettre de déclaration

CJM a expliqué l'objet de la lettre et exposé son contenu. Le Conseil d'administration a convenu qu'AD et SH signeront la lettre au nom du Conseil d'administration.

Renouvellement du mandat des auditeurs pour 2019

Le Conseil d'administration a convenu de renouveler le mandat de Critchleys LLP pour effectuer la vérification financière externe, correspondant à l'exercice clos en décembre 2019. Par ailleurs, conformément aux meilleures pratiques, les services des cabinets d'audit doivent être examinés et un



appel d'offres doit être lancé au moins tous les sept ans. Le Conseil d'administration a donc exigé que PCQVP lance un appel d'offres pour un service de vérification en 2020, concernant la vérification externe des comptes correspondant à l'année se terminant en décembre 2020 et après.

Résolution du Conseil d'administration sur les signataires autorisés de PCQVP

Le Comité d'administration a adopté une résolution stipulant que l'ensemble de la direction de PCQVP assume le pouvoir délégué au nom de PCQVP pour signer des accords de subvention avec les bailleurs de fonds et les donateurs, et agir en tant que signataire bancaire et administrateur des services bancaires en ligne.

Administration du logiciel bancaire

Le Conseil d'administration a décidé de fournir à VM un accès en tant qu'administrateur du logiciel bancaire.

Rapport du sous-comité des finances, de la vérification et de la collecte de fonds

Les comptes de gestion ont été examinés par le sous-comité. Il n'y a aucune préoccupation quant aux dépenses excessives et l'absorption des fonds est un peu lente. Les dépenses et les revenus sont conformes aux prévisions correspondant à cette période de l'année. Le secrétariat procède à une vérification diligente des courtiers en devises. Le Conseil prend note du rapport du sous-comité.

Processus d'examen RH

PF a présenté ses conclusions et recommandations au Conseil d'administration. L'évaluation du stress professionnel montre que, dans l'ensemble, l'équipe se situe dans une plage acceptable. Il est suggéré d'apporter quelques petits ajustements aux rôles individuels afin de clarifier les responsabilités et/ou d'éviter la surcharge de travail. Le retour du personnel au sujet des conditions d'emploi a été surtout positif. Il est suggéré que les indemnités de congé soient revues, que les domaines des résultats clés pour les coordonnateurs régionaux soient modifiés et que le regroupement des régions soit examiné, et que la structure hiérarchique de l'équipe de l'engagement des membres soit adaptée afin des créer des possibilités d'avancement professionnel. Les activités de collecte de fonds et de développement nécessitent davantage de soutien, tout comme le MEL et la fonction Finances et opérations. Le Conseil d'administration a demandé au secrétariat, avec l'aide de PF, de lui fournir une analyse indiquant les nouveaux postes prioritaires et les conséquences budgétaires liées à de nouveaux effectifs.

Le Conseil a tenu une réunion à huis clos au cours de laquelle aucun procès-verbal n'a été dressé.

La réunion s'est clôturée à 18 h 30.